

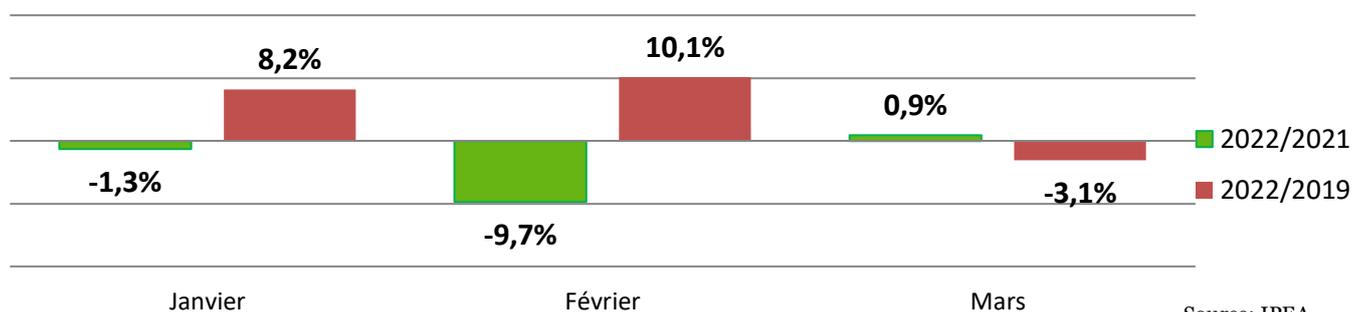
Le mois de mars en bref...

Evolution du marché mars 2022/ mars 2021 **+0,9 %**
mars 2022/ mars 2019 **-3,1%**

Evolution du cumul à fin mars 2022/2021 **-3,5 %**
mars 2022/2019 **+5,0%**

Le marché freine son érosion en mars

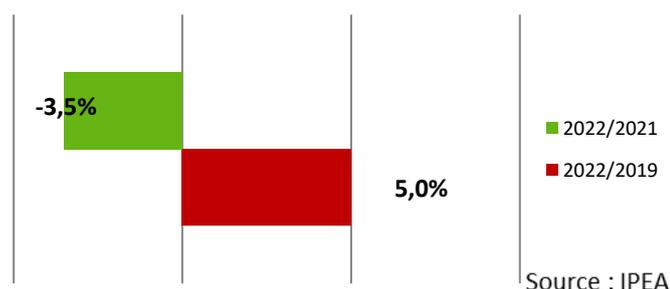
Evolution valeur du marché domestique m / m - 12



Source: IPEA

En mars, le marché stoppe sa chute et renoue avec une très faible croissance pour la première fois depuis novembre 2021 en enregistrant une progression de **0,9%**. Sur un mois de mars marqué ces deux dernières années par de nombreuses fermetures de points de vente, le marché reste un peu en retrait de sa performance de 2019, dernière exercice référence hors covid, en enregistrant un recul d'activité de **3,1%**. Ce premier résultat positif de l'année est toutefois à analyser avec précaution. En effet, le marché ne progresse que de 1% alors que les prix sont en forte hausse depuis plusieurs mois, ce qui illustre la chute de fréquentation et le retournement de tendance avec lesquels le marché doit composer. De plus, l'effet rattrapage que nous avons évoqué dans la note précédente suite à la fermeture des surfaces de vente de plus de 20 000 m² s'accroît en mars suite à la fermeture des surfaces de ventes de plus de 10 000 m² et à de nouveaux confinements dans certains départements en mars 2021. Ce rattrapage déforme le marché à la hausse et même si les résultats sont très hétérogènes selon les acteurs, de nombreuses enseignes enregistrent des performances bien inférieures à la moyenne du mois de mars.

Evolution valeur en cumul 3 mois

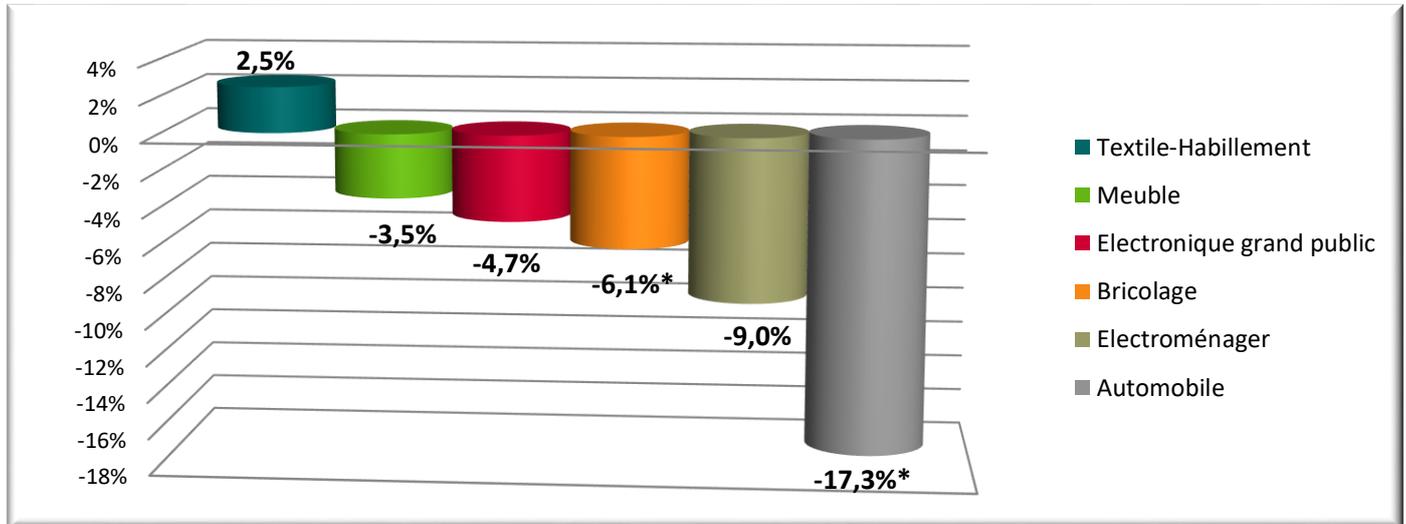


Source : IPEA

En ce qui concerne le cumul du premier trimestre, celui-ci remonte un peu par rapport à 2021 pour s'établir à **-3,5%** alors qu'il se contracte par contre par rapport à 2019 et n'affiche plus qu'une croissance de **5,0%**. Au cours du mois d'avril 2021, la majorité des points de vente de mobilier étaient fermés, quelle que soit leur surface. L'effet rattrapage devrait donc encore s'accroître pesant positivement sur la performance mensuelle et cumulée du marché et masquant ainsi de manière provisoire les difficultés qui secouent le secteur du meuble.

Ralentissement sur tous les marchés de la maison

Le meuble comparé aux autres biens d'équipement (1^{er} trimestre 2022/1^{er} trimestre 2021)



Sources : IPEA, Banque de France, CCFA, IFM

*Evolution des immatriculations de véhicules neufs pour particuliers, source CCFA

Période pré-élection présidentielle, hausse des prix, tensions sur le pouvoir d'achat, conflit en Ukraine, les raisons sont nombreuses pour inciter les ménages à la prudence sur ce début d'année. Ainsi, tous les marchés de l'équipement du logement s'affichent en recul sur le premier trimestre 2022 mais le marché du meuble n'a pas à rougir de sa performance des trois premiers mois en comparaison de celles des autres marchés de la maison.

La chute d'activité la plus importante est à mettre au crédit l'automobile, avec un recul des immatriculations de véhicules neufs de plus de 17% sur le premier trimestre. Les difficultés d'approvisionnement en semi-conducteurs ralentissent fortement la production alors que les ménages se montrent déjà prudents en ce qui concerne leurs dépenses.

Sur le premier trimestre, l'électroménager perd également de sa superbe avec un recul des ventes de près de 10% sur la période. Comme sur le marché du meuble, la hausse des prix sur ce marché ne permet pas de compenser la chute des ventes en volume. Le recul des ventes de cuisine pèse également sur les ventes de l'électroménager intégrable qui avait réalisé parmi les meilleurs scores en 2021 sur ce secteur.

Le marché du bricolage après une année 2021 exceptionnelle voit également son activité reculer sur le premier trimestre, les fortes hausses de prix sur les matières premières pèsent de plus en plus sur le budget travaux des ménages qui pour certains mettent leurs projets d'aménagement en stand-by ou attendent tout simplement leurs matériaux.

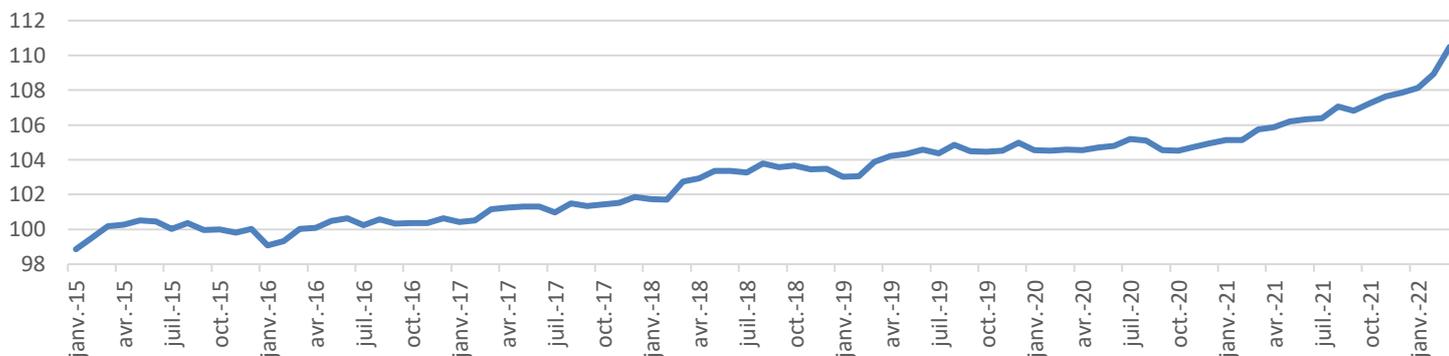
Recul également en ce qui concerne les ventes de l'électronique grand public. Sur ce marché, comme sur celui de l'automobile, la pénurie de semi-conducteurs pèse aussi parfois sur les stocks et les délais d'approvisionnement de certains produits.

Enfin, en ce qui concerne le textile habillement, les ventes sont positives sur le premier trimestre avec une croissance de 2,5% par rapport à 2021 mais elles restent éloignées de leur niveau de 2019 accusant toujours un retour de 13% sur la période.

Un environnement économique instable

A peine la situation sanitaire est-elle en voie d'amélioration qu'une nouvelle crise vient de nouveau saper la confiance des ménages, entre tensions sur les prix, sur le pouvoir d'achat et les inquiétudes liées au conflit qui secoue l'Ukraine, le moral des ménages est à nouveau en berne.

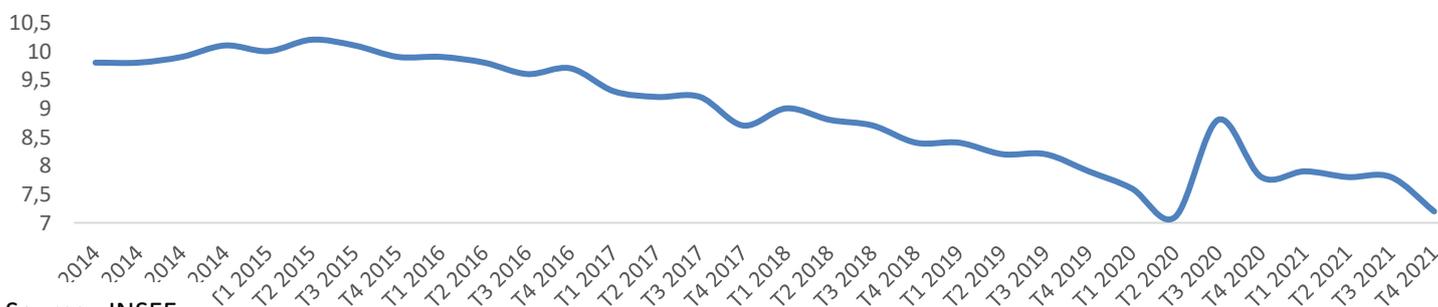
Indice des prix à la consommation



Source : INSEE

Les prix à la consommation continuent de progresser fortement sur le premier trimestre 2022. Ainsi, selon les dernières données mises en ligne par l'Insee, en mars 2022, les prix progressent de 4,5% sur un an accentuant encore la hausse enregistrée sur le premier bimestre puisque cette hausse n'était que de 3,6% en février. Sans surprise, c'est bien évidemment du côté des énergies que les hausses sont les plus importantes avec une progression des prix sur un an de près de 30%, vient ensuite l'alimentation qui affiche un +2,8%, dont +7,2% pour les produits frais, les services pour leur part voient leurs prix progresser de 2,3% et de 2,1% pour les produits manufacturés.

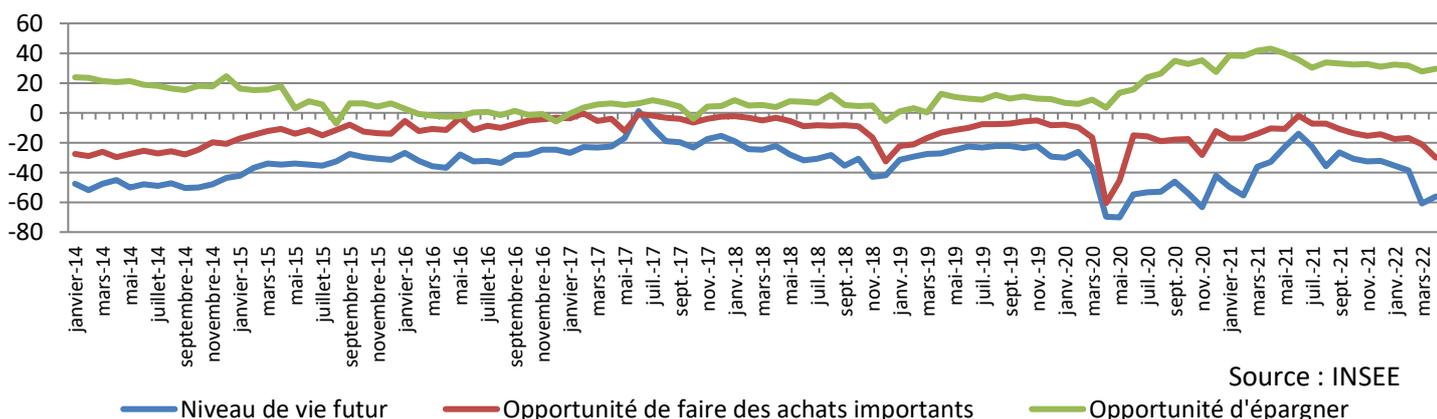
Taux de chômage en France métropolitaine



Source : INSEE

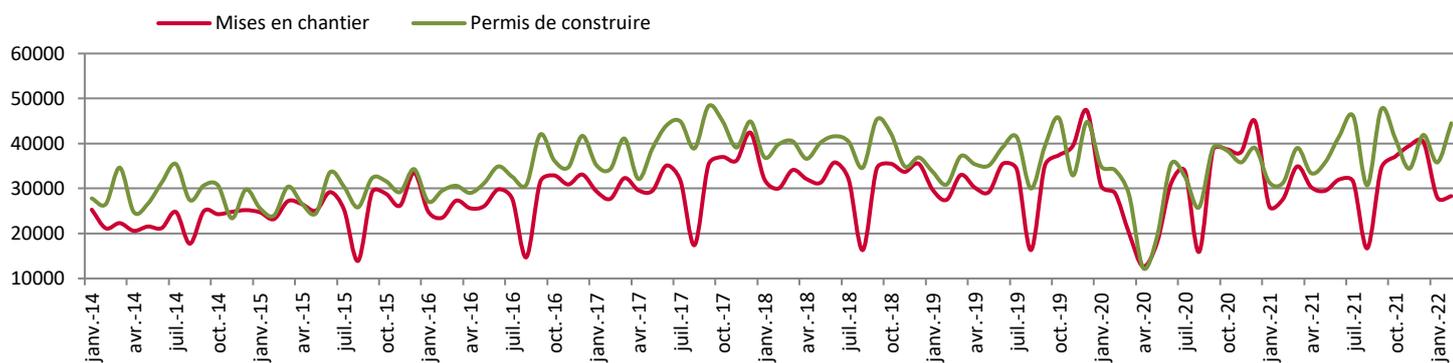
Selon les dernières données disponibles de l'Insee, le taux de chômage au sens du BIT (Bureau international du travail) chute fortement au dernier trimestre de l'exercice 2021. Ainsi, la France métropolitaine affiche un taux de 7,2% sur les trois derniers mois de l'exercice, soit 0,6 point de moins que pour le trimestre précédent. C'est chez les actifs les plus jeunes que le taux diminue le plus fortement avec un recul de 3,6 points alors qu'il ne diminue que de 0,3 point chez les 25-49 ans et qu'il reste stable chez les 50 ans et plus. En ce qui concerne le premier trimestre 2022, l'Insee table pour sa part sur une stabilité de ce taux de chômage. En ce qui concerne le « halo autour du chômage », soit 1,9 million de personnes souhaitant un emploi mais qui ne sont pas considérées au chômage car elles ne cherchent pas d'emploi pour le moment ou ne sont pas disponibles, celui-ci rebondit de 48 000 personnes au dernier trimestre 2021.

Opinion des ménages



Moral des ménages en berne sur les quatre premiers mois de l'année, si les tensions sur les prix se traduisaient déjà par une érosion lente de la confiance, le départ du conflit ukrainien aura fortement accéléré ce mouvement en mars avec un décrochage de l'indicateur synthétique de confiance des ménages qui perd huit points entre février et avril et se stabilise douze points sous sa moyenne de longue période. Cette perte de confiance se ressent principalement sur l'opinion des ménages quant à leur niveau de vie futur. L'indicateur qui la mesure perd 17 points entre février et avril et se situe maintenant 30 points en dessous de sa moyenne de longue période. L'opinion des ménages quant à effectuer des achats importants recule fortement en avril avec neuf points de moins pour se situer maintenant 16 points en dessous de sa moyenne. L'avis des ménages quant à l'opportunité d'épargner est tendanciellement en recul sur le début d'année mais reste encore treize points au-dessus de sa moyenne de longue période en avril. Si les ménages redoutent un peu plus qu'il y a quelques mois une hausse du chômage l'indicateur reste néanmoins 26 points sous sa moyenne de longue période en avril.

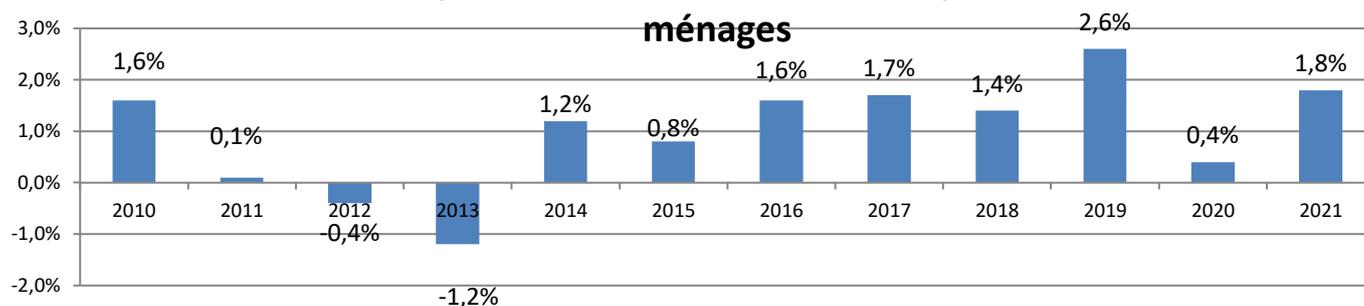
Logements mis en chantier et permis de construire



Source : SDES, Sit@del 2

Sur les deux premiers mois de l'année (dernières données disponibles au moment de la rédaction de cette note), les mises en chantier de logements neufs et le nombre de permis de construire continuent de progresser, même très fortement pour ces derniers. Ainsi, sur le dernier trimestre de décembre 2021 à février 2022, le nombre de permis de construire délivrés progresse d'un peu plus de 14%, sur douze mois, cette croissance s'élève à 24%. Les résultats sont moins encourageants en ce qui concerne les mises en chantier avec une progression de seulement 1,7% sur le trimestre et de 12,8% sur douze mois. Le niveau de logements mis en chantier reste sous les 400 000 unités. La hausse des prix des matières premières, ainsi que la non-disponibilité des matériaux, retardent la mise en chantier pour bon nombre de permis de construire délivrés, ce qui devrait limiter la progression sur l'ensemble de l'exercice. En ce qui concerne les transactions dans l'immobilier ancien, elles devraient se situer dans une moyenne haute en 2022 entre 1 et 1,1 million en rythme annuel mais en-dessous des 1,2 million de 2021.

Evolution du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des



Source : INSEE

Si le pouvoir d'achat a fortement progressé au cours de l'exercice 2021, la situation est plus délicate au cours du premier trimestre 2022. Le début de l'exercice est marqué par une inflation hors norme, la plus élevée depuis 2008, qui reste toutefois modérée par le bouclier tarifaire sur les tarifs du gaz et de l'électricité sans lequel elle aurait pu augmenter encore de 1,5 point supplémentaire. Hausse des prix des matières premières, du fret, de l'énergie suite aux incertitudes géopolitiques qui ont fait bondir le prix du baril de pétrole, le ramenant au-dessus des 100 dollars, les facteurs de pression sur les prix sont nombreux. L'inflation devrait ainsi être de 4,5% en moyenne au deuxième trimestre selon l'Insee. Suite à cette hausse, le pouvoir d'achat des ménages devrait également chuter au premier trimestre selon les estimations de l'Insee qui estime que ce recul devrait être de 1,4% sur les trois premiers mois de l'année. Cette baisse de pouvoir d'achat se répercute sur la consommation en biens des ménages qui recule de presque 3% sur les trois premiers mois de l'année. Ce recul est encore plus marqué en ce qui concerne les biens d'équipement de la maison dont la consommation recule de plus de 7% en trois mois selon les dernières données de l'Insee.

Quelles perspectives pour les mois à venir ?

Difficile de prévoir la tendance des prochains mois sur le marché du meuble alors que les situations économiques et géopolitiques sont aussi instables. Le premier trimestre de l'exercice 2022 aura été le théâtre d'un retournement de tendance sur le marché du meuble qui se sera cristallisé sur le mois de février via une forte chute du marché que ne sont pas parvenus à compenser ni la hausse des prix actée par les enseignes durant les derniers mois ni les effets de rattrapage liés aux fermetures des plus grandes surfaces de vente en 2021. Ce retournement de tendance est commun à tous les marchés de la maison, les fortes tensions ressenties sur le pouvoir d'achat notamment suite aux hausses massives des prix de l'énergie poussant les ménages à arbitrer dans leurs dépenses. Comme souvent, ces dernières se sont recentrées sur l'essentiel comme le logement et l'alimentaire et les arbitrages se sont faits au détriment de l'équipement de la maison, secteur dans lequel les ménages avaient beaucoup investi depuis presque deux ans. Dans les prochains mois les arbitrages devraient continuer à se faire au détriment du meuble d'autant plus que les prix sur le secteur continuent leur progression suite à la hausse des prix matières premières et du fret. Les ménages devraient se montrer plus attentistes en attente d'une amélioration de leur pouvoir d'achat ou d'une baisse hypothétique des prix, dans l'espoir d'un retour « à la normale ». Si l'on pouvait penser que les fortes sommes épargnées ces derniers mois durant les différentes périodes de fermeture des points de vente ou de restrictions de déplacement pourraient être débloquées pour financer certaines dépenses d'équipement de la maison, cela ne semble pas être le chemin choisi par les consommateurs, bien au contraire.

Les chiffres de l'Insee le montrent, l'inflation s'envole sur le premier trimestre 2022 et les Français redoutent que la hausse se poursuive puisque à fin avril l'indicateur d'opinion des ménages concernant la perspective d'évolution des prix se situe **54 points** au-dessus de sa moyenne de longue période, c'est toutefois mieux qu'en mars où l'écart à la moyenne était de 73 points, l'indicateur enregistrait alors son plus haut score depuis la création de l'enquête. Leur pouvoir d'achat est donc au centre des préoccupations des ménages comme l'a rappelé la campagne présidentielle qui vient de s'achever. Selon l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques), le pouvoir d'achat des Français aurait augmenté de 0,9% en rythme annuel au cours des cinq dernières années. Mais selon une étude réalisée par Harris Interactive pour l'observatoire Cetelem, ce sont **44%** des Français qui estiment que leur pouvoir d'achat a baissé durant cette même période. La différence entre la réalité et la perception de son pouvoir d'achat par le consommateur a toujours été importante et cet écart s'accroît encore avec les nouvelles tensions que les ménages subissent sur leur budget, ce qui pousse les ménages à la prudence. Ces derniers ne sont pas prêts à piocher dans leur épargne pour compenser leur perte de pouvoir d'achat malgré pourtant les sommes colossales mises de côté ces deux dernières années.

170 milliards d'euros, c'est le montant supplémentaire épargné en plus par les ménages au cours de l'année 2021 selon la Banque de France, après déjà un surplus d'épargne de plus de 110 milliards en 2020. Les ménages français auront profité des différentes restrictions liées au covid pour augmenter considérablement leur épargne.

Cette propension à l'épargne ne semble pas prête de s'arrêter si l'on en croit les prévisions de la BPCE (Groupe Banque populaire Caisse d'épargne). Ainsi le taux d'épargne devrait se maintenir en 2022 à hauteur de **16,6%** selon les prévisions du groupe. C'est moins qu'en 2020 (21,4%) et en 2021 (19,5%) mais cela reste au-dessus de la moyenne observée avant la crise qui était de 15%.

46%, c'est la part des Français qui considèrent qu'ils ne disposent pas d'assez d'argent de côté pour faire face à la crise selon une enquête menée par le groupe BPCE. Cette part progresse de trois points sur le dernier trimestre alors qu'elle était stable depuis un an selon le groupe. La confiance des ménages chute avec le conflit ukrainien comme le montre l'indicateur de l'Insee et 88% des Français souhaitent épargner mais ils ne sont que 67% à estimer qu'ils pourront le faire au cours des prochains mois.

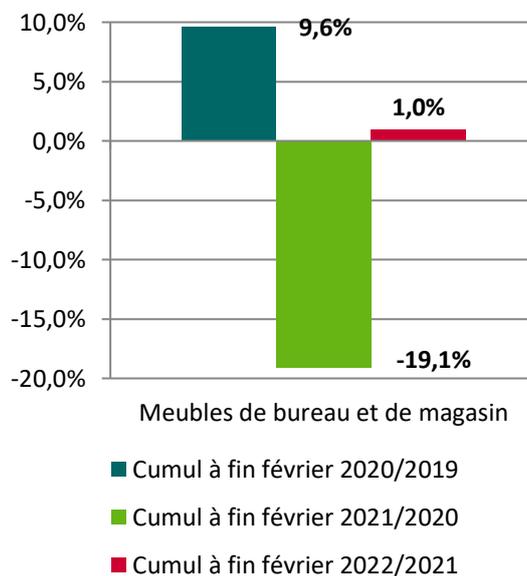
2/3 des ménages avancent la prudence face à un futur incertain pour justifier leur volonté d'épargner selon la BPCE, 28% d'entre eux citent pour leur part l'augmentation du coût de la vie et ils sont également 28% à évoquer l'envie de financer un achat important du type bien immobilier ou voiture alors que 25% d'entre eux aimeraient épargner pour pouvoir apporter un soutien à leurs enfants ou petits-enfants ou encore se constituer un capital pour la retraite.

Une industrie du meuble en recul sur le premier bimestre

Premier bimestre difficile pour les industriels du meuble. Si comme bien souvent la cuisine se démarque avec une belle progression, et dans une moindre mesure les meubles de bureau et de magasin, le reste de l'industrie recule fortement. Attention, ces évolutions prennent bien sûr en compte les hausses de tarifs...

Les meubles de bureau et de magasin

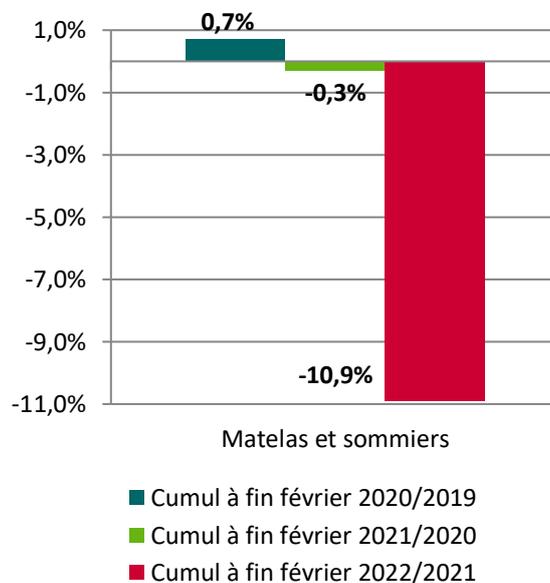
La production de mobilier professionnel progresse de manière très faible sur le début de l'année 2022 avec une croissance de seulement 1,0%. Cette progression est loin de compenser la chute de près de 20% du premier bimestre 2021 liée à l'épidémie de Covid et à la multiplication du télétravail. On relativisera toutefois cette chute des deux premiers mois 2021 car sur l'ensemble de l'année la production de mobilier professionnel aura tout de même progressé de presque 13%. Toutefois cette progression annuelle n'aura pas permis de combler le déficit enregistré en 2020 suite à un recul d'activité de presque 19% par rapport à l'exercice précédent.



Source: INSEE
Indice de la production industrielle

La literie

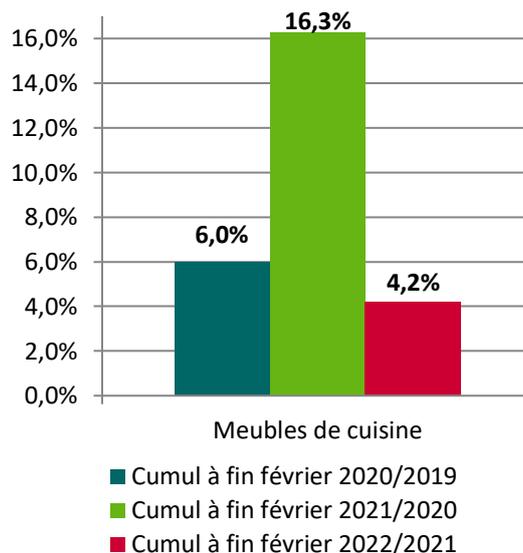
Les résultats sont en chute libre en ce qui concerne la production française de literie sur les deux premiers mois de l'année avec un recul d'activité de presque 11%, en valeur, après des premiers bimestres 2019 et 2020 qui affichaient pour leur part des résultats étals. Sur l'ensemble de l'année 2021, la production française de literie avait pourtant repris des couleurs avec une croissance de presque 16%. Cette progression compensait toutefois à peine le recul de presque 14% de 2020 mettant ainsi la valeur de la production française de literie en 2021 au même niveau qu'en 2019... alors que dans le même temps selon les douanes les importations ont augmenté de près de 25% en valeur.



Source: INSEE
Indice de la production industrielle

La cuisine

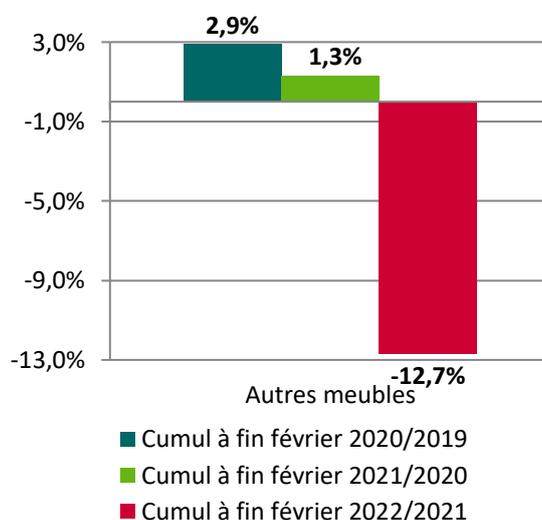
A la fin du premier bimestre, la cuisine parvient encore une fois à tirer son épingle du jeu avec des résultats qui restent au beau fixe. La croissance ralentit néanmoins sur la période par rapport à l'exercice précédent. Croissance également réduite par rapport à l'ensemble de l'exercice 2021 durant lequel la production avait progressé de près de 25%. Si les segments du mobilier professionnel et de la literie étaient en recul ou étal par rapport au dernier exercice 2019 pré-covid, la cuisine n'est pas dans ce cas de figure et aura pour sa part vu son activité progresser de presque 12% entre 2021 et ce dernier exercice référence.



Source: INSEE
Indice de la production industrielle

Les autres produits meubles

Même schéma pour cette famille « autres » que pour la literie avec une chute massive de la production sur les deux premiers mois de l'année, après deux bimestres précédents en progression. Ce recul de la production d'un peu plus de 12% sur le bimestre fait écho à une progression de presque 12% sur l'ensemble de l'exercice 2021 pour cette famille du meuble. Sans visibilité dans cette catégorie, difficile de dire quels sont les segments qui ont le plus progressé. Sur l'ensemble de l'exercice 2021, la production de ce segment est également en recul de plus de 3% par rapport à l'exercice 2019.



Source: INSEE
Indice de la production industrielle

Au global, la production française de meubles chute de 4,9% sur le premier bimestre 2022 avec des résultats très hétérogènes d'une famille à l'autre, les résultats positifs du mobilier professionnel et de la cuisine ne pouvant compenser les forts reculs enregistrés sur les autres familles. Globalement, l'industrie française résiste moins bien que celle de certains de ses voisins européens. On notera ainsi que la production est toujours en croissance en Allemagne, qui affiche un +4,0% sur le premier bimestre, le Portugal affiche également une croissance de 4,2% alors que l'Espagne pour sa part voit son activité progresser de plus de 11%. La situation n'est toutefois pas aussi idyllique en Italie qui enregistre un faible recul de son activité à -0,8% alors que la Belgique affiche pour sa part un repli de 8,4%. Parmi les pays de l'Est, la Roumanie voit elle aussi son activité reculer fortement de près de 11%, la Pologne pour sa part n'est pas confrontée à ces problèmes avec une croissance de 14% en valeur, tout comme la République tchèque.

Nouvelle Etude IPEA literie



L'édition 2022 de l'étude literie de l'IPEA est déjà disponible

De nombreuses nouveautés cette année pour analyser le secteur de la literie en France de 2019 à 2021, avec de nouveaux marchés et des segmentations plus fines :

- ✓ **Les matelas, les ensembles**
- ✓ **Les sommiers (cadres, à lattes, tapissier, TPR, coffre)**
- ✓ **Les compléments de literie (surmatelas, dosserets et têtes de lit, pieds de lit...)**

[POUR TELECHARGER LE SOMMAIRE ET LE BON DE COMMANDE :](http://www.ipea.fr/fr/actualites/le-marche-de-la-literie-en-france-2019-2021)

<http://www.ipea.fr/fr/actualites/le-marche-de-la-literie-en-france-2019-2021>

Et toujours le Meubloscope 2022!



- Au cours d'une année 2021 favorable à l'équipement de la maison, quels sont les produits qui réalisent les meilleures performances ?
- Quels circuits de distribution ont réussi à tirer leur épingle du jeu et pour quelles raisons ?
 - Toutes les clés pour comprendre le marché sont dans l'édition 2022 du Meubloscope

Complétez votre collection et commandez votre exemplaire...



BON DE
COMMANDE

(parution mars 2022)

Avec le soutien de

CODIFABDéveloppement des Industries Françaises
de l'Ameublement et du Bois

TARIFS

<input type="checkbox"/> 1 exemplaire	456,00 € TTC	380,00 € HT
<input type="checkbox"/> 2 exemplaires	866,40 € TTC	722,00 € HT
<input type="checkbox"/> 3 exemplaires	1 272,24 € TTC	1 060,20 € HT
<input type="checkbox"/> 4 exemplaires	1 659,84 € TTC	1 383,20 € HT
<input type="checkbox"/> 5 exemplaires	2 029,20 € TTC	1 691,00 € HT
<input type="checkbox"/> 6 exemplaires	2 380,32 € TTC	1 983,60 € HT
<input type="checkbox"/> Plus de 6 exemplaires		nous contacter

VOS COORDONNÉES

 M. Mme Mlle

Prénom

Nom

Fonction

Société

Activité de l'entreprise

N° Siret (obligatoire)

Adresse

Code postal

Ville

Tél.

E-mail

DATE / CACHET / SIGNATURE

Retournez ce bulletin accompagné
de votre règlement à :

INSTITUT DE LA MAISON
29 rue Censier
F-75005 Paris / France
T. +33 1/09 53 45 02 85
info@ipea.fr
www.ipea.fr

APE 7320Z

SIRET 317 354 272 000 47

NID CEE FR 683 173 542 72

IBAN FR76 3005 6002 6902 6900 0096 608

BIC CCFRFRPP